

**Canicule : derrière les annonces de la Région,
dix ans d'inaction face au changement climatique**

Quelques jours après les annonces très médiatisées du « conseiller spécial » Laurent Wauquiez, le conseil régional a adopté ce lundi un plan canicule.

Face aux températures extrêmes, personne ne conteste la nécessité d'apporter des réponses immédiates pour protéger les patient-es, les soignant-es ou les personnes les plus fragiles. Mais l'urgence ne remplacera jamais l'anticipation. La canicule n'est plus une surprise. Chaque année, les épisodes de chaleur sont plus précoces, plus longs et plus intenses, mettant sous pression hôpitaux, écoles, EHPAD et collectivités. Pourtant, la majorité régionale continue de répondre comme s'il s'agissait d'une crise imprévisible, à coups d'annonces estivales.

La commission permanente a ainsi voté la distribution de 102 climatiseurs mobiles dans les services d'urgence des hôpitaux, des aides aux communes et la constitution d'un stock stratégique de 1 500 climatiseurs pour 1,5 million d'euros. Ces équipements peuvent répondre à certaines situations d'urgence, mais ils ne permettent pas d'adapter durablement des bâtiments devenus de véritables bouilloires. Il faut investir dans des solutions qui protègent réellement les bâtiments : installer des volets extérieurs, isoler les toitures, végétaliser les cours et les parkings, planter des arbres autour des bâtiments ou encore désimperméabiliser les sols pour créer de véritables îlots de fraîcheur.

Nous demandons le renforcement des investissements pérennes : l'aide de 50 000 euros prévue pour les hôpitaux est insuffisante, tandis que le soutien aux communes, limité à 50 % des dépenses et plafonné à 10 000 euros, risque de laisser de nombreuses petites collectivités sans solution, faute de pouvoir financer le reste à charge.

Cette séquence révèle surtout une méthode. Alors que Fabrice Pannekoucke est président de la Région, c'est une nouvelle fois Laurent Wauquiez qui monopolise la communication régionale. Il annonce les mesures et met en scène la livraison de trois climatiseurs (logotés Auvergne-Rhône-Alpes) à l'hôpital de Vienne. Quelques jours plus tard, les climatiseurs font déjà polémique : modèles fabriqués en Chine et coût d'acquisition contesté.

Depuis des années, les élu-es écologistes alertent sur l'état thermique des lycées et des bâtiments publics. Depuis dix ans, nous proposons d'accompagner les communes dans la rénovation thermique de leurs bâtiments, de végétaliser les espaces publics et les établissements scolaires, et d'investir massivement dans les transports en commun. Autant de propositions systématiquement écartées par la majorité régionale. Résultat : dix ans ont été perdus alors que le dérèglement climatique était déjà connu et documenté. Nous proposons une autre approche : investir avant les crises plutôt qu'après, rénover plutôt que rafraîchir à la dernière minute.

« Les canicules et les incendies dans nos territoires nous rappellent que le changement climatique est déjà à l'œuvre. Aujourd'hui, les canicules nous présentent la facture de dix années d'inaction et de renoncements de l'exécutif régional. L'adaptation de notre territoire n'est plus une option, c'est une urgence. » déclare Natacha Muracciole, coprésidente du groupe Les Écologistes.

Pour Maxime Meyer, coprésident du groupe Les Écologistes : « *Les habitant·es d'Auvergne-Rhône-Alpes n'ont pas besoin d'une Région qui distribue des climatiseurs devant les caméras. Ils ont besoin d'une Région qui prépare l'avenir. Pendant dix ans, la majorité a préféré la communication à l'anticipation. Dix ans perdus à cause des représentants du vieux monde, qui préfèrent gérer les conséquences plutôt que prévenir les causes.* »